

LES GRANDES MANŒUVRES PLÉBISCITAIRES SONT TERMINÉES *LA BATAILLE* *POUR LA PAIX NÉGOCIÉE* *CONTINUE*

par Edouard DEPREUX

A VIONS-NOUS tort d'affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un référendum, mais d'un plébiscite selon la plus authentique tradition bonapartiste ? Il était piquant d'entendre, le soir du 8 janvier, les commentateurs, même les plus officiels, comparer les résultats du scrutin avec ceux du 28 septembre 1958, comme si cela allait de soi. Ils oubliaient simplement qu'on venait d'approuver des textes relatifs à l'Algérie et qu'en 1958 on avait voté pour ou contre la Constitution. On imagine mal des journalistes suisses, après un référendum sur le vote des femmes, se demander s'il y a eu plus ou moins de « oui » qu'à propos du prix de l'essence ! On ne saurait avouer plus nettement que le problème était de savoir si le général de Gaulle obtiendrait un blanc-seing avec plus ou moins de succès qu'en 1958.

Le blanc-seing, il l'a obtenu. Mais il a enregistré un recul. Les 17.668.790 « oui » du premier référendum ont été réduits à 15.196.668, ce qui représente une diminution de 2.472.122 (près de 2 millions 1/2), soit de plus de 14 %.

Il me paraît difficile que le membre le plus dévot de l'U.N.R. puisse tirer à lui les très nombreuses abstentions. Notre monarque avait indiqué qu'il pourrait renoncer à ses fonctions, comme il l'avait fait en 1946, si « par malheur » un trop grand nombre d'électeurs ne prenaient pas part au vote. En fait, il a obtenu 75,25 % des suffrages exprimés et 55,89 % de ceux des inscrits, au lieu de 79,26 % et 66,41 %.

Il me paraît honnête d'ajouter que si les « non » étaient résolus, beaucoup de « oui » étaient accompagnés de restrictions mentales ou même écrites. Celui de Sirius, dans *Le Monde*, avait à la fois l'allure d'un réquisitoire et d'un ultimatum.

D EUX autres conclusions doivent être tirées de ce scrutin :

1° Les partisans de l'Algérie Française ont enregistré non pas un simple échec, mais une véritable déroute. Lorsque l'extrême-droite se coupe de la droite traditionnelle, capitaliste

et cléricale, elle ne représente, sur le plan électoral, qu'une secte impuissante. C'est pour de Gaulle, pour son pouvoir personnel, sa loi Debré, sa politique sociale conservatrice et même sa politique algérienne ambiguë, qu'ont fait voter la hiérarchie et les forces organisées du patronat et de la grosse agriculture.

M. Duchet, n'a fait passer les « non » à Beaune (Côte-d'Or) dont il est maire que de 725 en 1958 (il était alors partisan du « oui ») à 988 en 1961 (les « oui » y obtenant une très large majorité).

L'analyse, département par département, commune par commune — et même quartier par quartier (j'en ai fait l'expérience dans ma propre ville) — démontre que la quasi-totalité des « non » et la très grande majorité des abstentions proviennent d'électeurs, de gauche, partisans de la paix négociée. On pourrait donc, si on le voulait, reprendre les pourparlers, avec un état d'esprit différent de celui qui a abouti à l'échec de Melun.

2° Avec qui ? C'est plus clair que jamais : après l'apparition spectaculaire des drapeaux verts et blancs du 11 décembre à Alger, les abstentions massives des Musulmans dans les grandes villes ont répondu à l'appel qui leur avait été lancé en faveur du boycott. Le F.L.N. est « représentatif ». Seuls ont voté les Musulmans du bled suivant les « conseils » de l'armée, au sujet desquels nous serons heureux de connaître l'avis du Comité Constitutionnel, chargé de veiller à la régularité des opérations du référendum !

Les faits crient donc avec nous : négociations.

QUE va faire le général de Gaulle ? Tout dépendra de la vigueur comparée des pressions qui seront exercées sur lui par ce qu'il a appelé un jour, si élégamment, « les deux meutes ». Le succès de nos réunions, en dépit (ou à cause) du refus mesquin qui nous avait été opposé des panneaux, et de la radio-télévision officielle, l'ardeur et la combativité de nos amis, les adhésions que nous recevons quotidiennement et à une cadence accrue depuis le 8 janvier, nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Même si les démocrates avaient perdu une bataille, ils n'auraient pas perdu la guerre. Les grandes manœuvres plébiscitaires, aujourd'hui terminées, ne nous ont jamais détournés du problème fondamental : la paix. Avant le référendum, nous la plaçons au premier plan de nos préoccupations. Il en a été de même pendant la campagne. Il en est de même aujourd'hui.

On a perdu beaucoup de temps avec la quête des suffrages. Il faut maintenant passer aux choses sérieuses : assurer l'action commune et la cohésion des partisans de la paix négociée, contre une guerre non plus seulement injuste et criminelle, mais devenue chaque jour plus absurde, parce que sans objet. Nous n'y faillirons pas.